



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1998/123  
16 février 1998

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-quatrième session  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

Lettre datée du 13 janvier 1998, adressée au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par l'Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Veillez trouver ci-joint deux lettres que S. E. M. Miroslav Somol, Président de la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-troisième session, m'a adressées les 3 avril et 7 juillet 1997, respectivement.

Je vous fais tenir également ma réponse à M. Somol en date du 14 juillet 1997.

Je vous prie de bien vouloir faire distribuer ces trois lettres comme documents officiels de la cinquante-quatrième session de la Commission des droits de l'homme au titre du point 3 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,  
Observateur permanent  
(Signé) Nabil RAMLAWI

Annexe I

LETTRE DATEE DU 3 AVRIL 1997, ADRESSEE A L'OBSERVATEUR PERMANENT  
DE LA PALESTINE AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE  
PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
A SA CINQUANTE-TROISIEME SESSION

J'ai l'honneur de me référer à la réunion que j'ai eue avec une délégation d'ambassadeurs arabes dirigée par le Président du Groupe arabe au sujet de ma réponse à la lettre de l'Ambassadeur d'Israël concernant des extraits de la déclaration que vous avez faite devant la Commission le 11 mars 1997.

Je suis personnellement profondément navré du préjudice que ma démarche peut vous avoir causé. Soyez assuré que tel n'en était pas le but.

Bien qu'à mon sens, il relève de ma prérogative en tant que Président de répondre à la lettre de l'Ambassadeur d'Israël, je ne me suis pas rendu compte qu'il aurait été préférable de consulter le bureau avant d'entreprendre une telle démarche. Je saurai m'en souvenir à l'avenir.

Ayez l'assurance, Monsieur l'Ambassadeur, que j'ai la ferme intention, comme cela est de mon devoir, de continuer à exercer en toute impartialité la présidence de la Commission des droits de l'homme.

Le Président  
de la Commission des droits de l'homme  
à sa cinquante-troisième session  
(Signé) Miroslav SOMOL

Annexe II

LETTRE DATEE DU 7 JUILLET 1997, ADRESSEE A L'OBSERVATEUR PERMANENT  
DE LA PALESTINE AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE  
PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
A SA CINQUANTE-TROISIEME SESSION

Je reviens à nouveau sur la question de vos déclarations à la cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme qui contenaient certaines allégations visant Israël.

Ainsi que je l'avais promis, je vous adresse copie des lettres du Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, sur ce sujet, dans lesquelles le Secrétaire général a exprimé son opinion personnelle concernant les allégations formulées et a en outre estimé que le Président de la Commission devait en pareil cas rappeler l'orateur à l'ordre.

Je tiens à vous informer qu'il m'avait été demandé de faire tout mon possible pour trouver une solution au problème et mettre les choses au clair dans les travaux de la Commission. Après notre conversation avec le Vice-Ministre, M. Kovanda, j'attends une réaction éventuelle de votre part, comme convenu. Il serait souhaitable que nous puissions trouver une solution satisfaisante pour toutes les parties, tant pour les délégations concernées que pour moi-même, en ma qualité de Président de la Commission.

Le Président  
de la Commission des droits de l'homme  
à sa cinquante-troisième session  
(Signé) Miroslav SOMOL

Annexe III

LETTRE DATEE DU 14 JUILLET 1997, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME A SA CINQUANTE-TROISIEME SESSION PAR L'OBSERVATEUR PERMANENT DE LA PALESTINE AUPRES DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES A GENEVE

Je vous remercie de votre lettre du 7 juillet 1997 et tiens à saisir cette occasion pour vous assurer à nouveau que mon intervention devant la Commission des droits de l'homme était une déclaration ordinaire, fondée sur de multiples sources dont la presse, telle que toute autre délégation peut en formuler.

Je ne pense pas que cela puisse poser un problème, ni que j'ai enfreint le règlement durant la session. La preuve en est que ni vous-même en votre qualité de Président de la Commission ni aucun de vos collaborateurs assis à la tribune n'avez formulé une remarque quelconque pour me faire observer que j'avais transgressé le règlement ou outrepassé mon statut de chef de la délégation palestinienne, tandis que j'énumérais simplement quelques-uns des crimes israéliens incessants perpétrés contre le peuple palestinien, qui portent quotidiennement atteinte aux droits de l'homme et aux principes du droit international depuis que les forces militaires israéliennes ont occupé le reste du territoire palestinien en 1967. De fait, la Commission des droits de l'homme condamne ces violations à chacune de ses sessions depuis plus de 25 ans.

Qui plus est, la Commission des droits de l'homme a condamné les autorités israéliennes d'occupation pour avoir commis des crimes de guerre et de génocide et des atteintes à la paix et à la sécurité de l'humanité pendant plus de 25 ans. A cet égard, je souhaiterais que vous vous reportiez aux résolutions ci-après de la Commission pour vous informer des crimes persistants d'Israël contre le peuple palestinien :

1. Résolution 3 (XXVIII) de la Commission des droits de l'homme du 22 mars 1972;
2. Résolution 1983/3 de la Commission des droits de l'homme du 15 février 1983;
3. Résolution 1984/11 de la Commission des droits de l'homme du 29 février 1984;
4. Résolution 1989/2 de la Commission des droits de l'homme du 17 février 1989.

A cela il convient d'ajouter les dizaines d'autres résolutions dans lesquelles la Commission des droits de l'homme a condamné Israël pour avoir commis des crimes qui, selon le droit international, sont considérés comme des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des atteintes à la sécurité et à la paix de l'humanité et des crimes de génocide.

A mon avis, ce qui doit vous intéresser aujourd'hui en votre qualité de Président de la Commission des droits de l'homme est la façon de contribuer à mettre fin aux crimes persistants commis par Israël contre le peuple palestinien, à son refus de se plier à la volonté de la communauté

internationale et à son mépris des résolutions de la Commission des droits de l'homme, de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ainsi qu'il ressort manifestement et sans conteste du rapport du Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan (document S/1997/494 du 26 juin 1997).

Concernant votre désir de trouver des solutions au problème, je ne vois aucun problème qui nécessite une solution, si ce n'est la comparution des responsables israéliens des crimes susmentionnés devant le tribunal chargé de juger les crimes de guerre à La Haye et le retrait des forces israéliennes du territoire palestinien, y compris Jérusalem, ainsi que des autres territoires arabes occupés, de façon à permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux, au premier rang desquels le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant de Palestine sur son sol national; ce n'est qu'alors que la paix et la sécurité pourront régner dans la région.

L'Ambassadeur,  
Observateur permanent  
(Signé) Nabil RAMLAWI

-----